

55005

COPIE



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---

Distr. : LIMITEE

E/ECA/TRADE/88/4  
2 avril 1988

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Premier atelier régional sur l'intégration  
des femmes africaines dans les circuits  
commerciaux et des échanges

Niamey (Niger), 2 avril 1988

RAPPORT DU PREMIER ATELIER REGIONAL  
SUR L'INTEGRATION DES FEMMES AFRICAINES DANS LES CIRCUITS  
COMMERCIAUX ET DES ECHANGES

## A. INTRODUCTION

1. Le premier atelier régional sur l'intégration des femmes africaines dans les circuits commerciaux et des échanges s'est tenu à Niamey (République du Niger) du 31 mars au 2 avril 1988. Il a été ouvert par M. Idrissa Mahamadou, Secrétaire général du Ministère nigérien du commerce, de l'industrie et de l'artisanat. Le Chef de la Division des affaires commerciales et financières internationales de la Commission économique pour l'Afrique a donné lecture de la déclaration de M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la Commission. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le chef du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de Niamey.

## B. PARTICIPATION

2. Ont participé à l'atelier des représentantes des pays suivants : Algérie, Burkina Faso, Comores, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie, Niger, Rwanda, Tanzanie et Tchad. La liste des participants figure à l'Annexe I.

3. Les organisations ci-après étaient représentées par des observatrices : Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Organisation panafricaine des femmes (OPF), Fédération luthérienne mondiale (FLM), Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles.

## C. CEREMONIE D'OUVERTURE (point 1 de l'ordre du jour)

4. Dans sa déclaration d'ouverture, M. Idrissa Mahamadou, Secrétaire général du Ministère nigérien du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, a souhaité aux participantes la bienvenue au premier atelier régional sur l'intégration des femmes africaines dans les circuits commerciaux et des échanges. Il a souligné que cette manifestation se tenait au plus fort de la crise sociale et économique de la région africaine. Les femmes avaient un rôle important à jouer dans le secteur commercial, mais elles se heurtaient à de nombreux problèmes. Parmi les facteurs qui plaçaient les pays africains au bord de la pauvreté absolue, il a cité les coûts de production qui avaient atteint récemment des niveaux sans précédent, la détérioration des conditions dans lesquelles s'effectuaient les échanges, des cours des matières premières et de la dette extérieure, qui était devenue extrêmement alarmante.

5. Pour renverser cette situation, les pays africains avaient besoin de la détermination, du dynamisme et de la volonté d'action de leur population, dont les femmes constituaient un élément très important. La participation des femmes au secteur commercial avait connu des changements considérables, grâce auxquels les femmes pouvaient désormais exercer certaines activités commerciales au même titre que les hommes. Il a conclu en formulant l'espoir que l'atelier ferait des recommandations concrètes en vue de l'intégration des femmes dans le secteur commercial.

6. En donnant lecture du message du Secrétaire exécutif de la CEA, le chef de la Division des affaires commerciales et financières internationales a fait observer que l'atelier était le premier du genre à être organisé par la Commission. Son importance tenait au fait qu'en Afrique, les femmes constituent le pilier de toutes les activités sociales et économiques de développement. Il y avait eu une tendance à planifier pour les femmes au lieu de planifier avec les femmes. La plus grande partie des populations africaines vivait dans les zones rurales, où le rôle des femmes avait une importance critique. Toutefois, dans la plupart des pays, les politiques gouvernementales étaient discriminatoires à l'égard des femmes; les banques commerciales n'étaient pas disposées à leur accorder des prêts et du crédit; les femmes n'avaient pas les compétences et l'information requises en matière commerciale; et les sociétés étaient hostiles aux commerçantes.

7. Il fallait d'urgence renverser la situation et la rendre favorable aux commerçantes afin qu'elles puissent concurrencer pleinement les hommes dans ce secteur. Entre autres mesures indispensables à prendre dans ce sens, on pouvait citer ce qui suit :

a) une reconnaissance totale par les autorités gouvernementales et locales du rôle vital joué par les femmes dans le secteur du commerce et un engagement ferme à améliorer leurs conditions de travail;

b) l'amélioration, la rationalisation et le renforcement du "marché" traditionnel en fournissant des facilités nouvelles adéquates telles qu'un habitat approprié, de l'eau, des facilités d'emmagasinage, des systèmes sanitaires, la sécurité et des garderies d'enfants et pouponnières;

c) l'octroi de crédits bancaires et d'une assistance financière aux commerçantes et aux femmes d'affaires africaines à des conditions identiques à celles faites aux hommes afin de leur permettre de moderniser leurs activités et de rivaliser plus favorablement avec leurs homologues masculins;

d) le développement d'un système d'information sur les conditions de la demande et de l'offre, les opportunités d'échanges et de commercialisation aux niveaux national, sous-régional, régional et international, afin de permettre aux femmes d'affaires africaines de s'engager dans ces secteurs munies des connaissances, des compétences et des aptitudes requises pour jouer le meilleur rôle qu'elles ont si bien su avoir au cours des siècles;

e) la conception de programmes de formation appropriés pour les femmes dans les domaines des techniques, d'import-export; de la tenue de comptes, de la comptabilité; les techniques et stratégies modernes de gestion; et les techniques de négociation pour l'octroi de crédits.



## ELECTION DU BUREAU (point 2 de l'ordre du jour)

## 8. Les participantes ont élu le bureau suivant :

Présidente : Niger  
Vice-présidente : Comores  
Rapporteur : Gambie

## E. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 3 de l'ordre du jour)

## 9. Les participantes ont adopté l'ordre du jour suivant :

1. Cérémonie d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Rôle et apport des femmes dans le commerce intérieur et intra-africain
5. Intégration des femmes dans les échanges et le commerce : situation et perspectives
6. Besoins des femmes africaines en matière de formation et d'information dans les techniques de promotion commerciale et de commercialisation
7. Questions diverses
8. Adoption du rapport et clôture de l'atelier.

## F. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

a) Rôle et apport des femmes dans le commerce intérieur et intra-africain (point 4 de l'ordre du jour)

10. En présentant le document intitulé "Rôle et apport des femmes africaines dans le commerce intérieur" (E/ECA/TRADE/88/3) un représentant du secrétariat a souligné la nécessité de renforcer les structures commerciales intérieures considérées comme étant la cause principale de la lenteur du taux de croissance de l'économie africaine. Comme préalable à l'expansion des autres formes de commerce (intra-africain et extérieur) il importait d'améliorer l'infrastructure matérielle et sociale. Le principal élément à prendre en considération était que les zones rurales, où vivaient entre 80 et 85 % de la population africaine, constituaient un marché potentiel pour les biens de consommation des industries africaines qui fonctionnaient en deçà de leur capacité. Il a exprimé l'espoir que l'atelier parviendrait à des recommandations concrètes en vue d'améliorer le commerce intérieur compte tenu du rôle des femmes dans ce secteur.

11. Au cours des débats qui ont suivi, les participantes ont souligné le fait que le commerce intérieur en Afrique était fortement lié au secteur agricole dans lequel les femmes jouaient un rôle très important aussi bien en terme de production que de commercialisation. Etant donné que les économies africaines continuaient d'être basées sur l'agriculture, l'intégration des communautés rurales à l'économie nationale était une condition sine qua non du développement économique de l'Afrique. L'expansion du commerce intérieur était par conséquent considérée comme un facteur de motivation pour le développement et le rôle des femmes dans ce commerce serait développé grâce à la modernisation des économies rurales.

12. S'agissant des problèmes que rencontraient les femmes africaines dans le commerce intérieur, certaines délégations ont indiqué que si l'expérience des femmes dans le domaine du commerce et des affaires avait été largement reconnue, les mesures gouvernementales en vue de promouvoir leur contribution au commerce intérieur n'avaient pas été à la mesure des besoins des commerçantes africaines. Par ailleurs, on n'avait pas donné aux femmes l'occasion d'entrer dans le secteur moderne du commerce. Elles n'avaient pas bénéficié d'une formation appropriée et elles n'avaient pas eu accès aux facilités de crédit. En outre, les femmes africaines devaient faire face à d'autres problèmes qui étaient liés aux traditions et attitudes des sociétés auxquelles elles appartenaient. Bien que certains gouvernements aient adopté des mesures pour remédier aux lacunes du secteur du commerce intérieur en général, aucun programme particulier n'avait été mis en place pour aider les femmes. En outre, lors de la restructuration des réseaux des opérateurs commerciaux, les gouvernements n'avaient ni défini le rôle des opératrices commerciales ni assuré leur admission dans le secteur commercial pas plus qu'ils n'avaient adopté des mesures pour les protéger de la concurrence des commerçants qui avaient tendance à monopoliser ces activités.

13. Sur la base d'expériences nationales précises, les participantes ont convenu que les éléments suivants, entre autres, étaient des obstacles à la participation intégrale et positive des femmes au commerce :

- i) Le manque de capitaux en raison du fait que les banques commerciales et les institutions financières n'accordaient d'une manière générale pas de crédits aux communautés rurales, en particulier les femmes et ne leur faisaient pas bénéficier de leurs programmes d'investissement. Même lorsque des facilités de crédit étaient disponibles, les femmes étaient souvent obligées de faire garantir ces crédits par leur mari, leur père ou leur oncle;
- ii) L'absence d'information sur la situation de l'offre et de la demande dans les zones rurales à laquelle s'ajoutait le manque d'une



éducation et de compétences de base dans le domaine commercial, l'absence d'instruction et le manque d'information sur les législations et les réglementations commerciales et financières concernant les échanges intra-africains. Cette situation était aggravée par le manque d'infrastructures notamment de transports et de communication dans les zones rurales, ce qui rendait difficile l'accès aux marchés. Il y avait entre les zones rurales elles-mêmes très peu de routes et de systèmes de transport reliés les uns aux autres;

iii) Les mauvaises conditions de travail sur les marchés traditionnels d'une manière générale, notamment en ce qui concerne les abris pour les vendeurs et leurs produits, les conditions sanitaires malsaines, les problèmes liés au manque d'infrastructures de stockage pour les produits, périssables pour la plupart, et d'infrastructures de conditionnement;

iv) Le rôle et les obligations des femmes au sein de la famille qui entravaient leur mobilité et limitaient par conséquent leurs contacts et leur accès à l'information;

v) Le fait que le rôle des commerçantes et l'importance du commerce intérieur n'ayant pas bénéficié de l'attention voulue, les commerçantes ne recevaient pas la formation qui leur permettraient de développer ou de moderniser leurs affaires. Par ailleurs, dans de nombreuses sociétés, l'accès des femmes à l'éducation était encore limité tandis que les hommes étaient libres de choisir le type d'éducation qu'ils voulaient;

vi) Les traditions sociales et culturelles qui constituaient souvent un frein à la participation active des femmes au commerce. Dans certaines sociétés, les femmes qui faisaient du commerce étaient considérées comme de moeurs douteuses, ce qui ne les incitait pas souvent à s'adonner à ces activités;

vii) Les problèmes de perte de marchandises en transit en raison de l'absence de services d'assurance pour les commerçantes dont la plupart voyaient ainsi toutes leurs économies réduites en fumée.

b) Intégration des femmes dans les échanges et le commerce : situation et perspectives (point 5 de l'ordre du jour);  
Besoins des femmes africaines en matière de formation et d'information dans les techniques de promotion commerciale et de commercialisation (point 6 de l'ordre du jour)

14. Compte tenu du fait que la plupart des questions relatives au rôle de la femme africaine dans le commerce ont été entièrement examinées au

17. Certaines participantes ont demandé des précisions sur le projet que le Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF) avait récemment négocié avec le PNUD. Il leur a été expliqué que le projet se limiterait initialement à quatre pays africains qui avaient été soigneusement choisis par cinq organisations internationales associées au financement du projet. Les résultats de ce projet permettraient de mieux comprendre les besoins des commerçantes africaines en ce qui concerne le financement et le perfectionnement des compétences. A propos d'une autre question, les participantes ont été informées que bien que la CEA ait mené un certain nombre d'études sur beaucoup d'aspects du développement rural, la question des crédits et du financement en faveur des commerçantes dans les zones rurales n'avait pas fait l'objet d'une attention adéquate. Des efforts étaient déployés pour mettre en place des institutions bancaires et financières rurales pour répondre à ces besoins et fournir une information sur les modalités d'élaboration des projets en vue de leur financement. Des systèmes traditionnels de crédit seront aussi étudiés.

18. Les barrières tarifaires et non tarifaires, notamment l'absence de politiques de commercialisation clairement définies, entravant sérieusement le développement et la promotion du commerce des femmes, ont fait l'objet d'une vive préoccupation. Il a été reconnu que certaines femmes étaient membres des chambres nationales de commerce mais qu'elles étaient très peu nombreuses et que les femmes des zones rurales et urbaines en majorité ne disposaient pas d'associations pour les appuyer. Pour résoudre ces problèmes, les participantes ont reconnu qu'il était nécessaire de créer des associations et/ou des coopératives pour les femmes aux niveaux national, sous-régional et régional. A cet égard, l'Association des femmes d'Afrique de l'Ouest, créée récemment en tant qu'institution spécialisée de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été citée comme un exemple qui permettrait de soutenir les efforts déployés par les femmes dans le domaine commercial.

19. Les participantes ont en outre convenu que le rapport de l'atelier serait envoyé à l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest, par le canal de la CEDEAO, pour examen.

#### G. RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER

20. A la fin de ses travaux, l'atelier a adopté les recommandations ci-après et lancé un appel aux gouvernements, aux administrations locales et aux organisations internationales pour qu'ils aident les femmes africaines dans les domaines mentionnés :

- i) Les commerçantes devraient avoir un meilleur accès à l'information, ce qui implique d'abord que les femmes doivent bénéficier d'un meilleur accès à l'éducation; ensuite que leurs qualifications dans le domaine commercial soient améliorées en priorité. Cette recommandation s'applique particulièrement aux commerçantes dans les régions rurales et dans d'autres sociétés où elles n'ont que très peu de possibilités de s'informer sur la situation de l'offre et de la demande ainsi que sur les prix des produits qu'elles souhaiteraient commercialiser. A cet égard, il importe d'organiser



des programmes de formation sur les divers aspects du commerce pour permettre aux femmes d'organiser et de gérer mieux leur entreprise." Ces programmes de formation devraient en outre viser en particulier à intégrer le plus grand nombre de femmes possible dans le secteur du commerce;

- ii) Les conditions de travail sur les marchés traditionnels aussi bien dans les zones urbaines que rurales où se trouvent la plupart des femmes, devraient être améliorées considérablement. Dans l'intérêt des consommateurs et des commerçantes, les conditions sanitaires sur les marchés ainsi que les abris pour les opératrices économiques et les produits mis en vente devraient être améliorés. Une attention particulière devrait être portée au fait que la plupart des commerçantes sur les marchés sont souvent accompagnées de petits enfants dont la situation devrait être prise en compte notamment pour ce qui est des dispensaires, des pouponnières et des crèches;
- iii) Les gouvernements et les administrations locales, avec le concours des institutions de financement du développement devraient aider financièrement les commerçantes à améliorer leurs moyens de transport et d'entreposage de façon à réduire les pertes dues à la périssabilité des denrées alimentaires; ce serait dans l'intérêt des commerçantes sur les marchés qui pourraient accroître le volume de leurs échanges, et des consommateurs qui achèteraient des produits de meilleure qualité. Les commerçantes qui opèrent sur les marchés ruraux étant souvent elles-mêmes des producteurs des articles qu'elles vendent, cela augmenterait les revenus qu'elles peuvent tirer de leurs activités productives;
- iv) Les gouvernements devraient persuader les banques commerciales et les organismes de financement de fournir de meilleures facilités de crédit aux commerçantes. Ils devraient être disposés à garantir des prêts aux commerçantes aux conditions du marché. Ils devraient reconnaître que l'accès des femmes aux facilités de crédit leur permettrait d'accroître leur participation au secteur commercial moderne, tant au niveau du commerce intérieur qu'intra-africain, y compris la possibilité d'entrer dans le secteur de la distribution en gros.
- v) Les gouvernements devraient soutenir plus activement les femmes en les aidant à créer des associations de commerçantes qui les rendraient plus conscientes de leur rôle et de leur contribution au commerce intérieur et qui les informeraient des nouvelles législations, des services disponibles ou des possibilités de formation relatives aux activités commerciales. De telles associations pourraient aussi les aider à obtenir une garantie institutionnelle; les femmes devraient également être encouragées à créer des coopératives pour la commercialisation de leurs produits ou à y adhérer;
- vi) Les gouvernements et les associations féminines devraient encourager les chambres de commerce à admettre plus de femmes en leur sein. Les femmes qui opèrent au



commerce intra-africain et international méritent une attention particulière.

Ces femmes possèdent des aptitudes et un potentiel tels pour la gestion qu'on devrait les encourager à agrandir ou diversifier leurs entreprises, ainsi qu'à voyager dans les pays voisins pour établir des contacts avec leurs homologues. Les organisations intergouvernementales sous-régionales s'occupant de commerce devraient être restructurées pour permettre aux femmes de participer au commerce intra-africain et extérieur et les associations de commerçantes devraient être invitées à participer pleinement aux réunions des institutions financières et de développement sur le commerce africain et devraient faire figurer sur leur ordre du jour des questions concernant les femmes;

vii) Les institutions de financement du développement telles que la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Banque islamique de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) devraient redoubler d'efforts pour mobiliser davantage de ressources pour les commerçantes et les entreprises commerciales à des conditions plus favorables de façon à faciliter l'intégration des femmes au processus du développement;

viii) Les gouvernements, avec l'appui des banques commerciales et des institutions de financement du développement, devraient d'urgence créer un système d'assurance et de garantie des importations/exportations qui tiendrait pleinement compte des besoins particuliers des commerçantes de façon à les protéger contre toute perte liée au transport de marchandises transitant entre pays ou provenant de l'extérieur.

d) Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 8 de l'ordre du jour)

21. A la fin de ses travaux, l'atelier a examiné et adopté le présent rapport ainsi que ses recommandations. En clôturant la réunion, la Présidente a remercié toutes les représentantes pour leur participation active aux travaux de l'atelier et souhaité qu'il y ait à l'avenir un plus grand nombre d'ateliers et de réunions sur la question importante de l'intégration des femmes africaines dans les circuits commerciaux.

Projet de résolution sur l'intégration des femmes africaines dans les circuits commerciaux et des échanges

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement,

Rappelant le Plan d'action de Lagos et les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme qui préconisaient notamment l'adoption de mesures visant à intensifier l'intégration des femmes africaines dans les circuits commerciaux et des échanges ainsi que dans d'autres secteurs économiques cruciaux,

Reconnaissant que les femmes africaines constituent le pivot des activités économiques et sociales, en particulier dans les zones rurales où vit le gros de la population et que des mesures spéciales doivent être prises d'urgence afin d'améliorer la situation des femmes d'affaires et des commerçantes africaines,

Gravement préoccupée par les piètres conditions de travail des femmes, en particulier dans les marchés traditionnels, et par le manque d'infrastructure de base et d'autres services de soutien,

1. Invite les gouvernements africains ainsi que les pouvoirs publics et les autorités locales à reconnaître pleinement le rôle important que les femmes jouent dans les échanges et le commerce ainsi que leur importante contribution au développement économique des nations africaines, et à adopter des politiques et législations appropriées dans ce domaine;

2. Lance un appel vigoureux aux autorités compétentes afin que, de toute urgence, elles améliorent considérablement les conditions dans les marchés traditionnels africains, en zones rurales comme urbaines, grâce à la mise en place des éléments nécessaires, notamment moyens de transport et d'entreposage, services de santé et d'assainissement, sécurité adéquate, services d'aide sociale et garderies pour les nourrissons et les enfants des commerçantes;

3. Fait en outre appel aux gouvernements africains afin qu'ils persuadent les banques commerciales et les institutions financières de fournir des facilités de crédit à des conditions plus libérales aux femmes d'affaires et commerçantes africaines, qu'ils empêchent de nouvelles discriminations à l'égard des femmes dans l'octroi des prêts et crédits et établissent des plans appropriés visant à garantir les prêts contractés par les femmes africaines en vue d'améliorer leurs activités commerciales;



4. Prie les institutions de financement du développement comme le Programme des Nations Unies pour le développement, le Groupe de la Banque africaine de développement, le Groupe de la Banque mondiale, la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique et la Banque islamique de développement de redoubler d'efforts pour encourager l'accès et une participation accrue des femmes africaines aux échanges et au commerce et de fournir un soutien financier et technique accru dans ce domaine;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le Secrétaire général de la CNUCED, le Directeur exécutif du Centre du commerce international et le Directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche d'élaborer un programme commun pour la formation des femmes d'affaires et commerçantes africaines à tous les niveaux, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines, afin d'améliorer la capacité technique et de gestion des femmes, ce qui accroîtrait leur rôle et leur contribution au développement social et économique de l'Afrique.

- Mme PANATOU M.  
C/o Chambre de Commerce du Niger  
NIAMEY, NIGER
- Mme MAIGA AMSOU  
Conseiller Technique du Secrétaire d'Etat Chargé  
de la Condition Féminine et des Affaires Sociales  
NIAMEY, NIGER
- Mme NIANDOU M.  
Direction Condition Féminine  
NIAMEY, NIGER
- Mme ABIBA DIALLO  
Commerçante, B.P. 10543  
NIAMEY, NIGER

10. RWANDA

- Mme LANDRADA MUKAYIRANGA  
Directrice des Affaires Sociales  
B.P. 84  
KIGALI, RWANDA

11. TANZANIA

Ms ROSE LUGEMBE  
The President's Office  
P.O. BOX 9120  
DAR-ES-SALAM - TANZANIA

12. TCHAD

- Mme SOMTE N'DEALBAYE DELPHINE  
Administrateur ( Juriste ) Civil  
MASPF Ministère des Affaires Sociales et de la  
Promotion Féminine  
B.P. 80 N'DJAMENA - TCHAD

.../...



OBSERVERS

1. Mme ASSETOU KOITE  
Secrétaire Exécutive  
Organisation Panafricaine des Femmes  
B.P. 765 LUANDA - ANGOLA
2. Mme JACQUELINE KI-ZERBO  
United Nations Development Fund for Women  
( UNIFEM ) Field Coordinator for west and  
Central Africa  
C/O PNUD  
B.P. 154 DAKAR - SENEGAL
3. Mr. DEBEBE HABTEYOCHANES  
Consultant International Relations for  
Lutheran World Federation ( LWF )  
P.O. BOX 986 ADDIS-ABABA - ETHIOPIA
4. METU N. BELACHEW  
Inter African Committee on Traditional Protices  
C/O UNECA - ATRCW  
BOX 3001 ADDIS-ABABA - ETHIOPIA

SECRETARIAT

- Dr. B.W MUTHARIKA  
Director International Trade and Finance Division  
ECA ADDIS-ABABA, ETHIOPIA
- Mr. AMATH SAMB  
Director, ECA/MULPOC  
NIAMEY, NIGER
- Ms MARY TADESSE  
Chief, ATRCW / ECA  
ADDIS-ABABA, ETHIOPIA
- Ms MEBO K. MUWANIKI  
Economic Affairs Offices, ATRCW/ECA  
ADDIS-ABABA, ETHIOPIA
- Ms S.A. DCHOLA  
Economic Affairs Offices ECA/MULPOC  
NIAMEY, NIGER
- Mr A.ZADI  
ASSOCIATE Economic Affairs Offices ECA/MULPOC  
NIAMEY, NIGER
- Mr TESPU ZEWDU  
Research Assistant, ITFD/ECA,  
ADDIS - ABABA, ETHIOPIA.

MASTER

A N N E X I

LIST OF PARTICIPANTS

DELEGATES

1. ALGERIA

Mme FARIDA FARES  
Algeria Algiers

2. BURKINA FASO

Mme ALIMATA TRAORE  
Conseiller des Affaires Economiques  
B.P. 389 OUAGADOUDOU

3. COMOROS

- Mme SITY CHEKH SAGAF  
Presidente,  
Fédération Nationale des Femmes de Comores ( FNFC )  
B.P. 948 MORONI ( Comoros )
- Mme SITTINA MOHAMED  
Vice-Présidente de la FNFC  
B.P. 948 MORONI, Comoros

4. COTE D'IVOIRE

Mme YAE NOHD DELPHINE  
Secrétaire Générale de l'Association des Femmes  
Ivoiriennes ( AFI )  
01 B.P. 2005  
ABIDJAN 01.

5. The GAMBIA

- Ms ISATOU NJIL-BAIDY  
Deputy Executive-Secretary  
Gambia Women's Bureau  
The Women's Bureau, n° 1 Marina Parada  
c/o The President's Office, State House  
BANJUL, The Gambia

.../...



- Ms JAINDAY PULO CHAM  
Cham's Entreprise  
98 Kiaraba Ave.  
P.O. BOX 797 BANJUL, The Gambia Tel 91130.

6. GUINEA

- Mme YOULA FOFANA BINTU RABI  
Membre de la Chambre de Commerce  
P.D.G. de EDIMEX  
B.P. 1726  
Tel 44. 30. 31  
44. 25. 40  
CONAKRY - Rep. de GUINEE
- Mme SY DIENABOU  
RAKY Teinture  
B.P. 837  
CONAKRY, GUINEA

7. GUINEA-BISSAU

- Mme MARIA LURDES  
Directrice Adj. du Bureau de Sécurité Alimentaire  
Ministère du Plan  
CP N° 6 BISSAU  
GUINEA-BISSAU
- Mme FERNANDA TAVARES  
Directrice Commerciale  
B.P. 5 - BISSAU - KGB  
GUINEA-BISSAU

8. MAURITANIA

- Mme ASSAKA KANE  
Consultant  
B.P. 71  
NOUAKCHOTT - MAURITANIA

9. NIGER

- Mme ARCEL FATIMATA  
B.P. 11918  
NIAMEY, NIGER
- Mme FATOUMA MAI MANGA  
Responsable du Programme Féminin  
Ministère du Plan ( DAEP )  
B.P. 862 NIAMEY, NIGER